L'ACCES A L'ALIMENTATION, DANS LES VILLES AFRICAINES, EST-IL JUSTE?

MARS 2022

Author: Maria Belen Fodde

THE NEW SCHOOL

JUSTCITY

FRIEDRICH EBERT STIFTUNG

L'ACCES A L'ALIMENTATION, DANS LES VILLES AFRICAINES, EST-IL JUSTE?

MARS2022

© Bureau de la Friedrich-Ebert-Stiftung Kenya, 2022

Tous droits réservés. La reproduction de toute partie de cette publication sans l'autorisation écrite de l'éditeur est interdite, sauf pour de brèves citations dans des livres ou des revues critiques. Pour toute information et autorisation, adressez-vous au bureau de la Friedrich-Ebert-Stiftung Kenya.

Les opinions exprimées sont la responsabilité des auteurs individuels et ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Friedrich-Ebert-Stiftung Kenya.

AUTEURE

Maria Belen Fodde

Doctorante en politiques publiques et urbaines

The New School

Crédits photos: Shutterstock

REMERCIEMENTS

L'auteure souhaite remercier Lauren Phillips (étudiante en master en relations internationales – The New School) pour son aide dans l'analyse documentaire de la présente étude. Elle est également reconnaissante aux bureaux nationaux de la FES pour leur soutien et leurs contributions tout au long de ces travaux. Enfin, mais surtout, elle aimerait remercier les personnes suivantes pour leur contribution inestimable, leurs connaissances et leur gentillesse: Jane Battersby, Charles Simane, Stephen Greenberg, Marc Wegerif, Andile Gcaza, George Wasonga, Wilson Maina, Shalate Teffo, Mike Oranga et Mary Munyutha.

L'étude « L'accès à l'alimentation dans les villes africaines est-il juste? » a été menée entre septembre 2021 et mars 2022. Le présent document aborde des défis importants pour le fonctionnement des systèmes alimentaires urbains, un sujet qui restera d'actualité dans les années à venir. En raison du calendrier de la recherche, le document ne contient pas d'informations actualisées sur l'impact de l'invasion russe de l'Ukraine sur les prix des denrées alimentaires et les menaces que cela représente pour la sécurité alimentaire. En plus de la COVID-19 et du changement climatique, la guerre constitue un nouveau choc qui affecte la distribution alimentaire dans les régions. En mai 2022, l'indice FAO des prix alimentaires a enregistré une hausse de 22,8% par rapport à sa valeur de mai 2021. Le prix des céréales, de la viande, des produits laitiers, du sucre et des huiles végétales a augmenté de manière significative par rapport à 2021. Il est nécessaire de surveiller la variation de ces prix et de travailler à la mise en place de politiques actives qui empêchent l'aggravation de la faim et de l'insécurité alimentaire dans le monde.

Friedrich Ebert Stiftung, bureau du Kenya
programmes@fes-kenya.org
P.O. Box 14932-00800
Nairobi, Kenya

SOMMAIRE

01 | Introduction

07 | Méthodologie

10 | L'accès à l'alimentation, dans les villes africaines, est-il juste?

16 | Quels sont les principaux facteurs d'inégalité dans l'accès à l'alimentation et quels sont les défis à relever pour parvenir à un accès plus équitable?

27 | Quels sont les effets de la COVID-19 et du changement climatique sur la distribution alimentaire?

36 | Conclusions: Vers un accès plus juste à la nourriture dans les villes africaines

39 | Bibliographie

Introduction

01

La sécurité alimentaire est définie par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) comme « l'accès à une alimentation nutritive et suffisante pour tous » (FAO, et al. 2019).

En **Afrique du Sud**, l'importance de la sécurité alimentaire a été reconnue à travers sa légitimation en tant que droit humain et constitutionnel. La section 27 de la constitution du pays établit le droit de toute la population à une alimentation suffisante (République d'Afrique du Sud, 1996).

Sa pertinence a également été soulignée récemment au **Kenya**, où le Président a lancé l'agenda « Big Four » axé sur quatre questions clés nationales: le logement abordable, la couverture sanitaire universelle, la production et la sécurité alimentaire (Présidence du Kenya, 2021).

L'accès à une alimentation abordable et de bonne qualité est inégal et limité en Afrique. En raison d'obstacles physiques, du prix des aliments ou, plus globalement, du fonctionnement des systèmes alimentaires[1], certains groupes et communautés ont un accès limité à des repas nutritifs et décents, ce qui a un impact sur leur santé physique et mentale. La sécurité alimentaire en Afrique a été mise à mal par des facteurs tels que les conflits, le changement climatique et les chocs macroéconomiques qui se traduisent en une augmentation des prix des aliments et une baisse du pouvoir d'achat. En 2018, 53,1% de la population africaine était en situation d'insécurité alimentaire modérée ou sévère. En 2021, ce chiffre est passé à 59,6%, ce qui est nettement supérieur aux chiffres de l'Amérique latine et des Caraïbes (40,9%) et de l'Asie (25,8%) (FAO, et al. 2019, FAO, 2021b). L'Afrique est également la région où la prévalence de la sous-alimentation est la plus élevée (FAO, 2021b). Plusieurs pays africains ont été identifiés comme souffrant de crises alimentaires et de faim (Réseau mondial contre les crises alimentaires, 2021). C'est la région du monde qui connaît la plus forte augmentation (12,9%) du coût d'une alimentation saine[2] entre 2017 et 2019. Les impacts varient en fonction des sous-régions: alors que l'Afrique de l'Est a souffert d'une augmentation de 33%, l'Afrique australe a connu une augmentation de 2,1% (FAO, 2021b).

Actuellement, deux facteurs principaux ont mis en évidence les limites existantes des systèmes alimentaires dans ces pays et plus particulièrement dans leurs zones urbaines.

Le premier est la **pandémie de COVID-19**, qui a eu des effets importants sur le marché du travail, le pouvoir d'achat des ménages et la logistique de la distribution des aliments des zones rurales et périurbaines vers les zones urbaines, ainsi qu'à l'intérieure des villes.

1 « Les systèmes alimentaires englobent l'ensemble des acteurs et leurs activités de valorisation interconnectées qui interviennent dans la production, l'agrégation, la transformation, la distribution, la consommation et l'élimination des produits alimentaires issus de l'agriculture, de la sylviculture ou de la pêche, et des industries alimentaires, ainsi que les cadres économiques, sociétaux et naturels plus larges dans lesquels ils s'inscrivent » (Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2021, 2021).

2 Une alimentation saine désigne la consommation soutenue de macronutriments (protéines, lipides et glucides) et de micronutriments (vitamines et minéraux) sur une période donnée (FAO, 2021b).

En 2018, **53,1%** de la population africaine était en situation d'insécurité alimentaire modérée ou sévère. En 2021, ce chiffre est passé à **59,6%**

Le second fait référence aux **événements liés au changement climatique**, tels que les inondations et les sécheresses, qui affectent la production, l'approvisionnement et la distribution des aliments sur le continent africain.

Les quatre piliers de la ville juste en Afrique proposés par le groupe de travail sur la Ville Juste de la Friedrich Ebert Stiftung constituent un cadre pertinent pour comprendre les conditions actuelles d'accès à la nourriture et pour évoluer vers des systèmes alimentaires plus justes et équitables dans les zones urbaines africaines (Friedrich-Ebert-Stiftung, 2020). Les priorités suivantes, définies pour la ville juste au sens large, peuvent également éclairer la réflexion sur les politiques et les stratégies visant à garantir un accès juste et équitable à l'alimentation pour tous les citadins:

i. la **dignité**, qui privilégie le droit des individus à être respectés, quel que soit leur statut socioéconomique ou politique;

ii. l'**équité** et la **diversité**, qui visent une répartition équitable des avantages entre les citoyens et l'inclusion et la protection des minorités;

iii. les **droits** et les **responsabilités** des citoyens et des visiteurs; et

iv. la **démocratie** promue à travers des décisions collectives qui privilégient les droits, la dignité et l'inclusion.

Cela implique un accès égal à une alimentation suffisante et décente pour tous les secteurs de la société, non seulement en termes de prix ou d'accès économique, mais aussi en termes d'autonomisation des acteurs clés du système alimentaire, tels que les marchands ambulants, les petits détaillants et les petits agriculteurs. La pertinence du rôle de ces acteurs repose sur leur capacité à atteindre les citadins invisibles de ces villes, qui sont victimes d'injustices et d'un manque de reconnaissance auxquels ils ne peuvent échapper, en particulier ceux qui vivent dans les quartiers informels ou défavorisés. L'autonomisation de ces acteurs implique la reconnaissance de leurs droits à produire et à commercer, en facilitant l'accès aux licences et permis pour leurs activités, et en soutenant leurs entreprises par la création et le maintien d'espaces de travail. Faute de cela, comme c'est le cas actuellement, ces acteurs clés deviennent eux aussi des citadins invisibles, déplacés par des acteurs plus forts et plus importants qui ne travaillent pas nécessairement à la distribution alimentaire accessible à tous, mais qui, au contraire, ne se focalisent que sur la rentabilité.

La présente étude examine les principales caractéristiques des systèmes alimentaires de la ville-région[3] de Gauteng, en Afrique du Sud, et de la ville de Nairobi, au Kenya, ainsi que leurs interactions avec les zones rurales et périurbaines où intervient la production alimentaire. Elle aborde la question de la sécurité alimentaire dans ces villes et les principaux éléments qui expliquent les inégalités dans la distribution d'aliments abordables et de qualité aux citadins. Elle identifie les principaux acteurs impliqués dans la distribution alimentaire, ainsi que les défis et les limites auxquels ils sont confrontés dans leurs activités. Ensuite, elle se concentre sur la pandémie de COVID-19 et le changement climatique en tant que facteurs aggravant les inégalités historiques et préexistantes tout en posant des défis et des limites significatives aux acteurs des systèmes alimentaires. L'augmentation des prix des aliments, la baisse du pouvoir d'achat et les restrictions imposées aux marchands ambulants et informels pendant la pandémie, ainsi que l'imprévisibilité de la croissance et de la distribution des aliments en raison des événements liés au climat, exercent une pression sur ces systèmes alimentaires urbains. L'étude se termine par des réflexions qui, nous l'espérons, pourront contribuer au débat sur un accès plus juste et plus équitable à l'alimentation dans les villes africaines, tout en examinant les changements possibles dans la gouvernance alimentaire, la diversification du système alimentaire,

3 La Gauteng-City Region (GCR) est un ensemble de villes et de villages situés dans la province de Gauteng et ses environs. Dans la province, elle comprend les villes de Johannesburg, Pretoria, Germiston, Springs, Alberton, Boksburg, Benoni, Vereeniging, Vanderbijlpark, Krugersdorp, Randfontein et Westonaria. Au-delà de ses frontières, la RGC couvre aussi Rustenburg, Sasolburg, Potchefstroom, Klerksdorp, Witbank, Middleburg et Secunda (GCRO, 2021).

l'ouverture des marchés aux petits producteurs, ainsi que l'éducation alimentaire et la promotion de la santé.

Le document se base sur les questions de recherche suivantes:

1) L'accès à l'alimentation, dans les villes africaines, est-il juste?
2) Quels sont les principaux facteurs d'inégalité dans l'accès à l'alimentation?
3) Quels sont les défis à relever pour parvenir à une distribution et un accès plus justes à la l'alimentation?
4) Quels sont les effets de la pandémie de COVID-19 et du changement climatique sur la distribution alimentaire?

Une série de conclusions et de suggestions sur les moyens possibles d'aller de l'avant sont présentées.

Méthodologie

02

Ce document s'est penché sur deux cas pertinents de sécurité alimentaire urbaine en Afrique: Nairobi et la ville-région de Gauteng. À cette fin, dix entretiens semi-structurés ont été menés avec des répondants dans chacune des villes (six en Afrique du Sud et quatre au Kenya). Les répondants étaient des chercheurs, des universitaires, des représentants de la société civile et d'entités politiques qui étudient les inégalités dans le système alimentaire de ces régions et qui encouragent les actions en faveur d'un accès et d'une distribution plus équitables de la nourriture. Les questions portaient sur leurs perceptions de l'accès à la nourriture dans les zones urbaines, les défis auxquels sont confrontés les acteurs impliqués dans la distribution alimentaire, les effets de la pandémie de COVID-19 et du changement climatique, l'existence d'espaces de participation ou de discussion avec les différentes parties prenantes, et leur impression sur les éventuels changements politiques à mettre en œuvre.

Une recherche sur les données secondaires et une revue de la documentation existante ont également été menées, en examinant les données d'enquête, les études de recherche précédentes et les statistiques pertinentes pour identifier le niveau d'insécurité alimentaire dans ces villes, les principaux acteurs de la distribution alimentaire et les défis liés à l'accès équitable à la nourriture. Ce document s'appuie sur les données recueillies lors d'entretiens et sur des recherches documentaires.

L'accès à l'alimentation, dans les villes africaines, est-il juste?

03

Insécurité et insuffisance alimentaires dans la ville-région de Gauteng, en Afrique du Sud, et à Nairobi, au Kenya.

L'Afrique a connu des niveaux élevés d'urbanisation au cours des dernières décennies, avec une croissance de la population urbaine de 2000% entre 1950 et 2015 (OCDE & CSAO, 2020). La croissance urbaine en Afrique devrait se poursuivre à un rythme plus élevé que dans les autres régions du monde.

Le niveau d'urbanisation varie en fonction des sous-régions et des pays. Cependant, ces tendances sont remarquables dans le cas de l'Afrique du Sud et du Kenya. En Afrique du Sud, le niveau d'urbanisation a atteint 67%, tandis qu'au Kenya, seulement 28% de la population totale est urbaine. Toutefois, ce pays affiche une croissance moyenne de la population urbaine de 4% (Banque Mondiale, 2022). Les niveaux élevés et rapides d'urbanisation nécessitent de se concentrer sur les effets que la croissance des zones urbaines aura à long terme sur l'accès aux services et aux biens. Parmi ceux-ci, il y a l'accès à une alimentation suffisante, abordable et nutritive. La croissance naturelle de la population urbaine, combinée à l'exode rural, entraîne la réduction de la population active des « exploitants agricoles », ce qui augmente le nombre de non-agriculteurs ayant besoin d'accéder à la nourriture qu'ils ne produisent plus (Crush et Frayne, 2014). Les répondants de la présente étude ont mentionné les limites rencontrées dans les zones urbaines pour promouvoir les initiatives d'agriculture urbaine, principalement en raison du manque d'espace et de sécurité[4] . Les effets que les grandes zones urbaines auront à l'avenir en termes d'accès à une nourriture suffisante et abordable sont encore inconnus, mais actuellement, les deux pays sont conscients de la nécessité de se concentrer sur les inégalités dans leurs systèmes alimentaires urbains pour mettre en œuvre des politiques qui donnent la priorité à l'égalité d'accès aux produits alimentaires, en particulier pour les minorités et les groupes exclus.

Pour analyser la sécurité alimentaire, il faut examiner quatre dimensions différentes: la disponibilité physique de la nourriture, en termes de niveau de production et de distribution de l'offre; l'accès économique et physique à la nourriture, en termes d'abordabilité et de dépenses par rapport au revenu perçu; l'utilisation des aliments, qui détermine l'état nutritionnel des consommateurs, car elle fait référence à la qualité des produits utilisés et à la préparation des repas; et enfin la stabilité de ces trois dimensions, étant entendu que pour qu'un ménage soit en sécurité alimentaire, il doit avoir accès à une nourriture suffisante, abordable et décente sur une base régulière (FAO, 2008). Par conséquent, il est nécessaire d'identifier les défis et les scénarios actuels en matière de production, accessibilité et qualité alimentaires.

4 Plusieurs initiatives d'agriculture urbaine dans les quartiers informels ont été mentionnées par les informateurs clés, comme le jardinage en sac, l'agriculture dans les arrière-cours et sur les toitures-terrasses des immeubles, ainsi que l'agriculture hydroponique. Ils ont toutefois souligné la nécessité de promouvoir d'autres actions et de soutenir ceux qui veulent les entreprendre.

L'Afrique du Sud est un grand producteur de cultures et de bétail, qui enregistre d'importants flux d'exportations vers d'autres pays (Crush & Frayne, 2014). Cependant, plus de 25% de sa population vivait sous le seuil de pauvreté alimentaire (441 R par personne et par mois) en 2015 (STATS SA, 2019). En 2017, sur 16,2 millions de ménages, 15,8% (2,5 millions) ont déclaré avoir un accès insuffisant à la nourriture, tandis que 5,5% (près d'un million de ménages) ont déclaré avoir un accès sévèrement insuffisant (STATS SA, 2019). En 2020, le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire modérée ou grave s'élevait à 26,3 millions (FAO, 2021b), soit environ 45% de la population totale[5] . Le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), une échelle mondiale commune pour classifier la sévérité de l'insécurité alimentaire, a révélé qu'entre septembre et décembre 2020, 16% de la population était confrontée à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë: 8 175 000 personnes étaient considérées comme étant en crise (phase 3) et 1 160 000, en situation d'urgence (phase 4)[6] (2021). Au total, des actions urgentes sont nécessaires pour garantir un accès durable à la nourriture à plus de 9 millions de personnes.

L'accès adéquat à la nourriture était fortement déterminé par la démographie: la proportion la plus élevée de ménages souffrant d'un accès inadéquat à la nourriture était celle des ménages dirigés par des Africains noirs (17,9%), contre 96,6% des ménages dirigés par des Blancs qui ont déclaré avoir un accès adéquat à la nourriture (STATS SA, 2019). Au niveau national, les personnes vivant dans les quartiers urbains informels sont plus exposées au risque de faim (36,1%) que les personnes vivant dans les quartiers urbains formels (25,6%). La différence n'est pas seulement intra-urbaine: dans les zones rurales, la proportion de personnes menacées par la faim est de 20,3% dans les quartiers formels, et de 32,8% dans les quartiers informels (Shisana, et al. 2013). Ces statistiques montrent que, malgré la capacité de l'Afrique du Sud à produire des aliments et à alimenter d'autres économies, l'accès à la nourriture est un défi et reflète les inégalités entre les zones formelles et informelles. Elles montrent également les limitations différentielles auxquelles sont confrontées les zones urbaines par rapport aux zones rurales.

Si l'on considère la région de Gauteng, les indicateurs suivent le même schéma. Dans la province de Gauteng, 16% de la population a été identifiée par l'IPC comme étant en situation de crise ou d'urgence en matière de sécurité alimentaire, et les populations urbaines dans des zones spécifiques telles que Diepsloot ont été confrontées à des niveaux plus élevés d'insécurité alimentaire (IPC, 2021). Dans la région de Gauteng-City, où vivaient entre 13,4 millions et 16,8 millions de personnes en 2011 (GCRO, 2021), 36% des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête sur la qualité de vie en 2020/2021 vivaient sous le seuil de pauvreté (1 193 R par personne et par mois pour la province de Gauteng), contre 24% en 2017/2018 (de Kadt, et al. 2021).

L'Afrique du Sud est un grand producteur de cultures et de bétail, qui enregistre d'importants flux d'exportations vers d'autres pays (Crush & Frayne, 2014). Cependant, plus de 25% de sa population vivait sous le seuil de pauvreté alimentaire en 2015.

5 La FAO définit la sécurité alimentaire modérée comme la situation dans laquelle il existe une certaine incertitude quant à la capacité d'obtenir de la nourriture. On parle d'insécurité alimentaire modérée lorsqu'une personne n'a pas assez d'argent ou de ressources pour s'assurer un régime alimentaire sain, qu'elle a des doutes sur sa capacité à se procurer de la nourriture et qu'elle a occasionnellement sauté des repas. L'insécurité alimentaire sévère désigne l'état des personnes qui ont manqué de nourriture ou qui ont passé une journée entière sans manger (FAO, 2022).

6 Selon l'IPC, la sécurité alimentaire des ménages est mesurée sur une échelle de 1 à 5: 1 - Aucune/Minimale; 2- Stressée; 3 - Crise; 4- Urgence; 5 - Catastrophe. La phase 3 - Crise désigne « les ménages qui présentent des déficits de consommation alimentaire se traduisant par une malnutrition aiguë élevée ou supérieure à la normale, ou qui sont à peine en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires minimums, mais uniquement en épuisant leurs moyens de subsistance essentiels ou en recourant à des stratégies d'adaptation à la crise ». La phase 4 - Urgence est définie comme « les ménages qui soit ont des déficits de consommation alimentaire importants qui se traduisent par une malnutrition aiguë et une surmortalité très élevées, soit sont capables d'atténuer les déficits de consommation alimentaire importants mais seulement en employant des stratégies de subsistance d'urgence et en liquidant des actifs » (IPC, 2022).

52% des ménages ont été identifiés comme étant en situation d'insécurité alimentaire modérée ou sévère, avec des variations selon les municipalités: Merafong comptait 65% de ménages en insécurité alimentaire, tandis qu'Emfuleni et Rand West en comptaient respectivement 62% et 60% (de Kadt, et al. 2021). Les ménages noirs sont les plus susceptibles de connaître une insécurité alimentaire sévère, tandis que les ménages blancs se trouvent dans une meilleure position puisque seulement 2% d'entre eux ont déclaré souffrir d'insécurité alimentaire sévère (de Kadt, et al. 2021). Ces disparités raciales mettent en évidence les inégalités historiques qui subsistent après l'apartheid. Comme nous le verrons, la pandémie de COVID-19 a exacerbé ces inégalités préexistantes, augmentant la prévalence des ménages qui sautent des repas et qui voient leurs dépenses alimentaires réduites en raison du manque de revenus et de la perte d'emploi.

Au Kenya, sur une population totale de 44 millions d'habitants, où plus de la moitié est considérée comme pauvre (Kenya National Bureau of Statistics, 2021), 68,5% sont en situation d'insécurité alimentaire modérée ou sévère (FAO, 2021b). En 2016, 29,9% des enfants kényans de moins de 5 ans souffraient d'un retard de croissance (Kenya National Bureau of Statistics, 2021). L'analyse de la sécurité alimentaire urbaine nécessite d'accorder une attention particulière à la capitale Nairobi, car un total de 4,9 millions de personnes (Nairobi City County, 2018), soit environ 30% de la population urbaine du Kenya, vivaient dans la ville en 2015 (Sverdlik, 2021). 70% de sa population vit dans des quartiers informels sans accès aux services de base, et qui sont situés sur seulement 5% de la superficie totale de la ville (Friedrich-Ebert-Stiftung, 2020). La croissance de la densité de population (habitants par km²) dans certains de ces quartiers informels est extraordinaire: entre 2000 et 2020, la densité de population a augmenté de plus de 760% à Huruma, de plus de 500% à Kibera et de plus de 470% à Mathare (Sverdlik, 2021). La pauvreté et la pauvreté alimentaire sont toutefois moins répandues dans cette zone urbaine que dans toutes les autres zones rurales et urbaines combinées. Le niveau de pauvreté dans le comté de Nairobi est de 16,7% contre 36,1% au niveau national. La prévalence de la pauvreté alimentaire est de 16,1% dans le comté contre 21% au niveau national. Les groupes les plus touchés sont les femmes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les habitants des bidonvilles, entre autres, qui deviennent des citadins invisibles en termes d'accès à la nourriture. Il convient de noter que le comté de Nairobi produit 20% de la nourriture qu'il consomme (Nairobi City County, 2018).

En 2018, une enquête menée auprès de plus de 1 400 ménages du comté de Nairobi par Hungry Cities Partnership et l'Université de Nairobi a révélé que 12% d'entre eux avaient manqué de nourriture à plusieurs reprises, de nombreuses fois ou toujours (Owuor, 2018). L'enquête a également établi que seuls 29% des ménages interrogés pouvaient être considérés comme étant en sécurité alimentaire. Parmi les autres, 13% étaient en situation d'insécurité alimentaire légère, 33% en situation d'insécurité alimentaire modérée et 25% en situation d'insécurité alimentaire sévère (Owuor, 2018). L'insécurité alimentaire avait un effet différentiel selon les groupes de population: les ménages du quintile de revenu le plus bas avaient 14 chances de plus d'être en situation d'insécurité alimentaire, par rapport aux ménages à revenu plus élevé (Onyango, Crush & Owuor, 2021).

Au Kenya, sur une population totale de **44 millions d'habitants**, où plus de la moitié est considérée comme pauvre, **68,5%** sont en situation d'insécurité alimentaire modérée ou sévère.

En août 2020, l'analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë dans les zones urbaines du Kenya (IPC, 2020) a évalué la situation de la sécurité alimentaire et les vulnérabilités rencontrées dans huit quartiers informels de Nairobi, deux quartiers informels de Mombasa et deux quartiers informels de Kisumu à l'aide d'une enquête téléphonique. 43% de la population interrogée était confrontée à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire, avec 803 000 répondants en phase de crise et 267 000 en phase d'urgence. Plus de 80% des personnes interrogées ont déclaré que le nombre de repas consommés dans le ménage avait diminué par rapport à mars 2020. Les principaux facteurs d'insécurité alimentaire identifiés sont la hausse des prix des denrées alimentaires et la baisse des revenus due à la perte d'emploi occasionnée par les fermetures liées à la pandémie de COVID-19. Dans les quartiers de Nairobi étudiés, la proportion de la population en phase de crise ou d'urgence en matière d'insécurité alimentaire était de 35% à Githurai, 50% à Kangemi, 50% à Kawangware, 50% à Mathare, 40% à Kayole, 40% à Dandora, 50% à Kibra et 35% à Mukuru. Comme en Afrique du Sud, les populations en phase de crise et d'urgence - ainsi que de catastrophe, bien que non enregistrées dans ces quartiers - nécessitent une intervention urgente et continue pour recevoir une assistance alimentaire.

Comme on l'a vu, Nairobi et la région de Gauteng-City présentent des inégalités en termes de sécurité alimentaire, principalement liées au statut socioéconomique des différents groupes de citadins. Dans les deux villes, et dans les deux pays, la nourriture est disponible soit grâce à la production locale, soit grâce aux importations alimentaires.

L'accès à la nourriture dépend toutefois de la disponibilité des revenus et du pouvoir d'achat des ménages.

Quels sont les principaux facteurs d'inégalité dans l'accès à l'alimentation et quels sont les défis à relever pour parvenir à un accès plus équitable?

04

Les systèmes alimentaires de la région de Gauteng-City et de Nairob

Pour analyser l'insécurité alimentaire dans les villes africaines, il faut comprendre les défis liés à l'accès à la nourriture dans les zones urbaines, qui sont déterminés par des dynamiques urbaines spécifiques.

En premier lieu, les citadins dépendent fortement de leurs revenus pour accéder à la nourriture (Chege, et al. 2021). De plus, penser « urbain » nécessite de s'éloigner d'une compréhension de l'insécurité alimentaire en tant que problème rural, où le défi se situe uniquement dans la production de nourriture, et d'examiner plutôt les déterminants des inégalités au niveau de la ville et les dynamiques qui pourraient les expliquer (Battersby, 2012). Ceci est de plus en plus important non seulement dans le contexte des niveaux d'urbanisation croissants, mais aussi en raison des niveaux élevés de production alimentaire et de la capacité de ces systèmes alimentaires nationaux à produire suffisamment de nourriture, voire à exporter comme dans le cas de l'Afrique du Sud. Si c'est le cas, alors l'accès limité à la nourriture dans les zones urbaines est nécessairement lié à d'autres défis qui pourraient expliquer ces inégalités. En ce sens, il est nécessaire d'examiner une variété d'éléments du système alimentaire, tels que les acteurs impliqués dans la distribution, les principales sources d'accès aux produits alimentaires, les défis dans la logistique de la distribution alimentaire, les politiques mises en œuvre et les limitations dont souffre la production.

Acteurs. Bien que différents dans certaines de leurs dynamiques, les systèmes alimentaires urbains de l'Afrique du Sud et du Kenya partagent des acteurs communs impliqués dans la production, la vente au détail et la distribution des aliments. .

En termes de **production**, il existe des agriculteurs et des éleveurs à grande et petite échelle travaillant dans les zones rurales, périurbaines et urbaines.

Le secteur du **commerce de détail** comprend une grande variété d'acteurs, dont les supermarchés ou les grandes chaînes de détaillants formels, présents à la fois en Afrique du Sud et au Kenya, mais dont l'impact est plus fort dans les villes sud-africaines; les détaillants plus petits, dont les vendeurs de rue, les détaillants informels et les spazas (petites épiceries) - dans le cas de l'Afrique du Sud; et ce que l'on appelle les « intermédiaires » dans le cas du Kenya.

En termes d'**assistance** et de **distribution** de nourriture aux *citadins invisibles*, les organisations communautaires, de base et confessionnelles jouent un rôle important dans la création d'espaces qui garantissent un accès plus équitable à la nourriture. Enfin, l'État - aux niveaux national et local - définit les principales politiques en matière de production et de vente au détail, et contribue ou entrave le développement de certaines activités, telles que celles pratiquées par les vendeurs de rue informels.

A. LA PRODUCTION

Grands et petits producteurs. La production agricole et animale est répartie entre les grandes exploitations, généralement chargées de l'exportation et de l'approvisionnement des grandes chaînes de distribution, et les agriculteurs produisant à plus petite échelle qui approvisionnent principalement les petits détaillants et le secteur de la distribution dite informelle. Entre ces deux groupes de producteurs, il existe des différences et des inégalités significatives en ce qui concerne leur résistance aux chocs externes (économiques, événements naturels et risques biologiques tels que la pandémie de COVID-19); leur capacité à influencer la politique commerciale et alimentaire; la disponibilité des ressources pour faire face aux coûts liés aux approvisionnements tels que les semences, l'eau et la terre; et enfin leurs produits.

En Afrique du Sud, la centralisation de la production alimentaire est évidente puisque seules quatre entreprises détiennent 73% des parts de marché du maïs, et 87% du marché du blé (Battersby, Haysom, et al. 2015). La concentration de la production alimentaire est le résultat des politiques de dérégulation et de libéralisation qui ont débuté dans les années 1980 et qui se sont consolidées depuis 1994 avec la fin de l'Apartheid et l'ouverture de l'Afrique du Sud au commerce international. Ces politiques ont privatisé et concentré le pouvoir sur l'ensemble de la chaîne de valeur alimentaire, en termes de production, de logistique, de fabrication et de vente au détail (Greenberg, 2017). Le principal avantage de ces entreprises fortement privatisées repose sur le niveau de production: plus elles produisent, plus le prix des produits est bas, et plus la concurrence avec les petits producteurs est forte (Greenberg, 2017). Les grands exploitants sont fortement avantagés par rapport aux petits producteurs en termes de consolidation de la propriété foncière, de privatisation des coopératives et d'expansion des intérêts agricoles blancs, ce qui se traduit par un contrôle monopolistique (Battersby, Haysom, et al. 2015). Par conséquent, la production est devenue un défi pour les petits agriculteurs et les agriculteurs noirs en raison des limitations d'accès aux ressources naturelles telles que la terre et l'eau, ainsi qu'au système alimentaire et, à un niveau plus large, en raison des restrictions logistiques et de l'accès au marché.

En Afrique du Sud, la centralisation de la production alimentaire est évidente puisque seules quatre entreprises détiennent **73%** des parts de marché du maïs, et **87%** du marché du blé (Battersby, Haysom, et al. 2015).

Les petits producteurs sud-africains et kenyans sont confrontés à des défis similaires qui limitent leur capacité à produire et à vendre à moindre coût pour rendre la nourriture plus abordable pour les citadins. Ces défis vont de l'accès limité aux intrants tels que les engrais et les semences, au manque d'infrastructures, de compétences techniques et à l'imprévisibilité du climat, qui a subi des changements notoires au cours des dernières décennies et a affecté l'agriculture et l'élevage du bétail. Ceci a lieu dans un contexte où l'Afrique est considérée comme la « nouvelle frontière de l'accumulation », le continent étant considéré comme une région qui a manqué la première révolution verte, ce qui entrave sa capacité à augmenter la productivité agricole (Mayet, 2016). Ainsi, les investissements sont faits dans les semences et les infrastructures pour améliorer la production alimentaire, mais en mettant l'accent sur la production agricole

et les exportations, et pas nécessairement sur la nécessité de rendre la nourriture plus abordable pour les personnes dans le besoin, en particulier en Afrique du Sud. Parallèlement, la révolution verte implique de faire face aux coûts des engrais et des pesticides, et de suivre des règles concernant l'échange de semences qui favorisent la production de monocultures (Mayet, 2016).

Concernant les semences, les agriculteurs du continent sont confrontés à d'importantes limitations. Plus de 80% des semences en Afrique sont produites et distribuées de manière informelle, car l'échange de semences entre agriculteurs est une bonne source de nouvelles et meilleures variétés. L'achat de semences hybrides n'est généralement pas possible pour les petits agriculteurs en raison de leur coût. Le maïs et les autres cultures destinées à l'exportation sont généralement situés dans le « système formel » (Mayet, 2016). Dans le cas de l'Afrique du Sud, l'introduction des semences OGM pose des défis importants aux petits producteurs, car elles ont des exigences élevées, notamment en matière d'engrais, d'insecticides et de pesticides. Cette dépendance aux produits chimiques pour leur utilisation pose des contraintes financières aux petits agriculteurs, qui ont moins de marge financière pour faire face à ces coûts. Dans le même temps, on s'interroge sur la manière dont le modèle agricole actuel, centré sur les OGM, peut contribuer à accroître la résilience du système alimentaire (Battersby, Haysom, et al. 2015). Un répondant d'Afrique du Sud, impliqué dans les services de conseil aux agriculteurs, a souligné le besoin de conseils sur l'utilisation des semences et des engrais pour augmenter et améliorer la production. Au Kenya, les semences deviennent un défi car le gouvernement ne favorise pas l'échange de semences entre les agriculteurs, et aspire à un « marché formel » des semences (Seed Savers Kenya, 2018). Dans un contexte de forte variabilité du climat et de son impact conséquent sur la production alimentaire, l'échange de semences pourrait être une ressource utile pour une production plus diversifiée et, par conséquent, un moyen de faire face aux chocs financiers et climatiques. En termes d'infrastructures, le mauvais état des routes entrave la distribution et la logistique alimentaires.

Pour ce qui est des ressources naturelles, la terre est une ressource disputée pour la production, car elle est concentrée entre les mains de grandes sociétés agro-industrielles, tandis que les petits agriculteurs ont du mal à accéder à la terre, ou vivent et produisent sous la menace d'être expulsés. Quant à l'eau, son accès limité en raison de la variabilité du climat, en particulier dans le cas de l'Afrique du Sud, ou de la délivrance très restrictive de permis d'utilisation de l'eau, entrave la production.

Les systèmes alimentaires de ces villes, qui s'inscrivent dans des contextes nationaux plus larges de systèmes condensés et privatisés, doivent promouvoir l'implication des petits producteurs. Même si ces producteurs sont en mesure de distribuer leurs produits, l'un des principaux problèmes identifiés est le manque d'accès aux terres qui permettent une production plus importante et plus efficace des cultures et du bétail. En outre, les répondants d'Afrique du Sud ont également mentionné des préjugés à l'encontre des agriculteurs et des producteurs noirs qui caractérisent l'accès au système alimentaire. L'amélioration de l'accès des petits producteurs en milieu urbain pourrait faciliter l'accès des citadins à des aliments plus abordables dans des lieux plus propices. Les *citadins invisibles* de Gauteng et de Nairobi comptent beaucoup sur les petits détaillants et vendeurs pour se procurer leur nourriture, comme nous le verrons dans la section suivante. Par ailleurs, ces commerçants acquièrent ces produits auprès de petits producteurs. Le fait de laisser ces acteurs chargés de la production, de la distribution et de la vente au détail de la nourriture devenir invisibles et incapables de participer au système alimentaire plus large pousse les citadins à recourir uniquement aux grands détaillants formels, qui, en plus de ne pas toujours être en mesure de fournir la meilleure offre de nourriture, jouent également un rôle important en termes de choix des consommateurs et d'environnement alimentaire.

B. LE COMMERCE DE DETAIL

Le commerce de détail alimentaire en Afrique du Sud et au Kenya peut être compris comme un système combinant des acteurs et des espaces formels et informels. Les super et hypermarchés sont des points de vente formels qui proposent un large choix de types d'aliments transformés et ultra-transformés, ainsi que des céréales, des légumineuses, des fruits et des légumes en plus petites quantités. Sur le plan informel de la vente au détail de produits alimentaires, on trouve une grande variété de points de vente au Kenya: les kiosques (petits stands temporaires ou mobiles qui vendent la plupart des produits en petites quantités); les magasins de type mom-and-pop (plus grands que les kiosques, proposent des aliments transformés et ultra-transformés); les vendeurs à l'étalage ou mama mboga (petits stands mobiles et temporaires en bord de route) ; les magasins de céréales; les marchés en plein air ou marchés de produits frais (structures semi-permanentes qui fonctionnent certains jours de la semaine et vendent des fruits, des légumes, des céréales, des légumineuses, des épices); les marchands ambulants d'aliments cuisinés; et les restaurants informels (Chege, et al. 2021). En Afrique du Sud, la carte de l'offre informelle de commerces de détail alimentaires ajoute les spaza shops, des épiceries qui varient en forme et en taille mais qui remplissent le rôle de fournir des produits alimentaires et parfois non alimentaires aux résidents des townships et des colonies (Gastrow, 2022). Les vendeurs de rue sont également des acteurs pertinents dans la distribution de nourriture..

Supermarchés et grandes chaînes de distribution. Au cours des dernières décennies, les taux rapides d'urbanisation ont été l'un des facteurs ayant favorisé l'expansion des réseaux de supermarchés dans les pays africains (Weatherspoon & Reardon, 2003).

L'Afrique du Sud et le Kenya sont deux pays du continent qui ont connu une forte présence de ces services. En Afrique du Sud, même si les supermarchés représentaient 2% de l'ensemble des points de vente au détail de produits alimentaires, ils représentaient entre 50% et 60% de l'ensemble de ces points de vente. Dans le cas du Kenya, les supermarchés contrôlaient entre 20% et 30% du commerce de détail (Weatherspoon & Reardon, 2003). Les supermarchés sont un acteur clé du système agroalimentaire hautement privatisé et industrialisé de l'Afrique du Sud (Greenberg, 2017), et dans un pays comme le Kenya, où le niveau d'expansion des supermarchés est moyen (Weatherspoon & Reardon, 2003). Au Kenya, entre 1995 et 2005, cette expansion s'est produite à un taux annuel moyen de 18% (Neven, et al. 2005)..

Dans la région de Gauteng, les supermarchés sont très présents en milieu urbain, bien que cette présence soit moindre dans les quartiers informels, où les ménages dépendent de sources dites informelles de distribution alimentaire. Les répondants s'accordent sur le fait que l'expansion des supermarchés se poursuit, évinçant du marché les petites entreprises qui ouvrent des versions plus petites des supermarchés dans les quartiers plus pauvres. Dans le cas de Nairobi, bien que les supermarchés soient également largement développés, ils servent principalement les intérêts de la classe moyenne ou des ménages ayant un plus grand pouvoir d'achat. Les ménages à faibles revenus et les résidents des quartiers informels achètent généralement leur nourriture auprès de détaillants plus petits ou informels.

Petits détaillants « informels ». Le secteur dit informel de ces systèmes alimentaires comprend l'exploitation des magasins

En Afrique du Sud, même si les supermarchés représentaient **2%** de l'ensemble des points de vente au détail de produits alimentaires, ils représentaient entre **50%** et **60%** de l'ensemble de ces points de vente.

précédemment identifiés, ainsi que les vendeurs et commerçants de rue qui facilitent l'accès à la nourriture aux ménages qui sont situés à de longues distances des « détaillants formels », ou qui peuvent se procurer de plus petites quantités de produits en fonction de leur pouvoir d'achat (Battersby, 2012). En Afrique du Sud, les marchands ambulants de nourriture représentent 40% de l'économie informelle des townships au niveau national (Institute for Poverty, Land and Agrarian Studies 2020). Au Kenya, le secteur informel employait 11,8 millions de personnes contre 2,4 millions dans le secteur formel en 2014 (KENASVIT, 2020)..

Dans le comté de Nairobi, les petites boutiques, les supermarchés et les kiosques sont très fréquentés par les ménages, puis viennent les vendeurs du marché et de la rue. 61% des ménages (sur plus de 1400) ont répondu qu'ils achètent de la nourriture sur le « marché informel » presque tous les jours, ce qui prouve l'importance de ces acteurs dans la distribution alimentaire au niveau local (Owuor, 2018). Les visites et les achats dans les supermarchés par les habitants des quartiers à faibles revenus se produisent à une fréquence plus faible - principalement une fois par mois (Neven, et al. 2005). Les gens se tournent généralement vers les supermarchés pour se procurer de la farine de maïs, du pain, du riz, des pâtes, du café, de l'huile et du sucre, entre autres produits, tandis que les petites boutiques, les kiosques et les commerçants de rue fournissent les fruits et les légumes (Wagner, et al. 2019). Une étude tirée du système de surveillance démographique et sanitaire urbain de Nairobi (NUHDSS) des quartiers informels a montré qu'à Nairobi, la plupart des ménages achetaient des aliments crus au marché (87%), le reste des ménages achetant des aliments cuits dans la rue (Kimani-Murage, et al. 2014). Il convient de noter que les petits détaillants des quartiers informels sont confrontés à des difficultés liées à l'accès aux services et au maintien de la sécurité alimentaire. Par exemple, le coût élevé de l'eau dans ces quartiers limite les possibilités de l'utiliser pour laver les produits ou les casseroles, et un nombre important d'entre eux se trouvent à proximité d'égouts et de canalisations à ciel ouvert dans les quartiers de Kibera, Mathare et Mukuru (Ahmed, et al. 2019). Ces défis, découlant d'infrastructures inadéquates, augmentent les risques pour les aliments.

Dans de nombreux townships et zones informelles de la ville-région de Gauteng (GCR), jusqu'à 70% des ménages dépendent généralement du secteur informel pour leur approvisionnement en nourriture (de Kadt, Maree & Naidoo, 2020). À Johannesburg, une enquête a montré que plus de 90% des ménages identifient les supermarchés comme une source de produits alimentaires, avec une fréquence mensuelle. Cependant, les petits magasins et les spazas étaient fréquentés au moins une fois par semaine par 85% des répondants (Rudolph, et al. 2021). La fréquence à laquelle les répondants ont visité ces deux types de magasins de détail est le reflet des avantages précédemment mentionnés pour chaque type de magasin. Si les supermarchés peuvent offrir une plus grande variété de produits et vendre des produits moins chers en grande quantité, les détaillants plus petits ou informels présentent des avantages significatifs en termes de localisation et d'accessibilité économique, tant à Gauteng qu'à Nairobi.

En comparant les structures du commerce de détail des deux villes, on remarque que le système formel est plus présent à Gauteng. À Nairobi, les réseaux de grands supermarchés sont moins développés, ce qui contribue à un système informel plus important qui comprend des boutiques et des magasins, ainsi que les « intermédiaires » qui servent de médiateurs entre les producteurs et les détaillants. Les répondants de Nairobi les ont mentionnés comme étant parfois responsables des distorsions de prix.

Les répondants d'Afrique du Sud et du Kenya soulignent l'absence d'organisation significative au niveau du secteur informel qui pourrait permettre aux acteurs de demander de meilleures conditions de travail et moins de harcèlement de la part du gouvernement. Dans certains cas, ils considèrent qu'ils sont « politiquement réduits au silence ». Les vendeurs informels et les vendeurs de rue sont confrontés à des difficultés liées à l'accès à des environnements de travail appropriés, tels que l'accès aux toilettes et à l'eau. Cela peut parfois entraîner des coûts supplémentaires dans leurs transactions, ajoutant au stress et à la perte de temps (Carr, 2019). Dans le cas des vendeurs de rue, les principaux défis sont liés à la relation avec les autorités gouvernementales. Les vendeurs souffrent de harcèlement ainsi que de la confiscation de leurs marchandises. Les répondants mentionnent que le nombre de vendeurs informels/de rue est assez important par rapport à l'espace dont ils disposent pour exercer leurs activités, en particulier à Nairobi. L'espace est l'une de leurs principales limites, car ils sont toujours à la recherche d'endroits rentables pour travailler, notamment à Nairobi. À Nairobi, les confédérations et les organisations de travailleurs tentent actuellement de faire pression pour la création de marchés pop-up où les petits vendeurs peuvent écouler leurs produits dans de meilleures conditions favorisées par le développement d'infrastructures..

Aussi bien à Nairobi que dans la ville-région de Gauteng, les avantages et les inconvénients de chaque type de détaillant ont tendance à correspondre. Dans le cas des supermarchés, certains de leurs avantages sont liés aux prix plus bas par unité de produits alimentaires, aux normes de sécurité plus élevées des produits et à la large gamme d'aliments disponibles. Cependant, ces détaillants formels ont du mal à remplir certains aspects, comme être abordable pour les groupes les plus pauvres de la société, avoir une expansion plus limitée en termes géographiques, et ne pas offrir de crédit aux ménages à faibles revenus. Ces limitations rendent le secteur informel de la vente au détail ou les spazas plus attractifs pour eux (Wegerif, 2020). La taille des unités est plus abordable, les ménages pouvant acheter pour leur usage quotidien (ce que l'on appelle au Kenya le système Kadogo). Ils ont également un avantage de localisation, ainsi que de longues heures d'ouverture (Njanja, 2019). Par unité, cependant, le prix de la nourriture peut être plus élevé. En ce sens, les ménages les plus vulnérables sont généralement confrontés à la réalité de dépenser plus d'argent pour la nourriture, car ils ne sont pas en mesure d'acheter de grandes quantités. En outre, la qualité des produits peut parfois être perçue comme étant moins bonne. Dans le cas des vendeurs de viande et de produits frais, ils peuvent fournir des options alimentaires moins chères et bénéficier d'avantages en termes de localisation, mais la sûreté des produits peut être remise en question sur le plan bromatologique et du fait de l'absence d'installations permettant de maintenir la chaîne du froid (Battersby, Marshak & Mngqibisa 2016).

En Afrique du Sud, les vendeurs de nourriture de rue représentent **40%** de l'économie informelle des townships au niveau national. Dans le comté de Nairobi, les petites boutiques, les supermarchés et les kiosques sont très fréquentés par les ménages, suivis par les vendeurs du marché et de la rue. **61%** des ménages ont répondu qu'ils achètent de la nourriture sur le "marché informel" presque tous les jours.

C. L. ASSISTANCE

Les organisations de base, confessionnelles et communautaires sont également des acteurs importants de la distribution alimentaire. Elles sont chargées et responsables du fonctionnement des espaces communautaires d'accès à la nourriture, tels que les soupes populaires et les cuisines communautaires. Pendant la pandémie de COVID-19, ces organisations ont joué un rôle clé dans la fourniture de nourriture aux ménages dans le besoin. Certaines d'entre elles ont offert

leurs services aux ressortissants étrangers, qui n'étaient pas inclus dans les programmes d'aide du gouvernement. Cependant, elles dépendaient généralement de financements extérieurs, ce qui menace la pérennité de ces espaces lorsque ceux-ci diminuent. A Nairobi, beaucoup de groupes de femmes et de jeunes sont impliqués dans des activités économiques agricoles à petite échelle.

D. L'ÉTAT

L'accès à la nourriture est également assuré à travers la mise en œuvre de programmes gouvernementaux produisant un important effet redistributif. En Afrique du Sud, les programmes d'alimentation scolaire touchent un nombre important de ménages et contribuent à réduire les inégalités en termes d'accès à la nourriture. En effet, le programme national de nutrition scolaire cible les apprenants des écoles primaires et secondaires, en leur fournissant un repas nutritif comprenant des protéines, des fruits et légumes frais et des glucides. En 2014, le programme avait touché plus de 9 millions d'enfants dans plus de 19 000 écoles dans tout le pays. Dans la province de Gauteng, il avait touché plus de 1,2 million d'apprenants (République d'Afrique du Sud, 2014). Au Kenya, les programmes d'alimentation scolaire jouent un rôle essentiel dans la distribution de repas chauds quotidiens aux enfants. Au total, 1,6 million d'enfants de l'enseignement primaire et du préscolaire recevaient des repas scolaires en 2018 grâce à un programme initialement financé par le Programme Alimentaire Mondial, puis confié au gouvernement (Programme Alimentaire Mondial, 2018).

Cependant, en termes de politique alimentaire, on peut constater en Afrique du Sud une « politique basée sur le marché » ou une approche du « laissez-faire », car l'État n'intervient pas activement pour limiter les effets du système alimentaire privatisé. Les répondants ont mentionné que le gouvernement manque d'informations sur la production à petite échelle, ce qui limite sa capacité à planifier et à mettre en œuvre des politiques efficaces.

Impact des systèmes alimentaires urbains sur la santé et la nutrition

Le niveau élevé de privatisation et l'importance des grandes entreprises alimentaires dans la chaîne de valeur ont un impact sur l'environnement alimentaire du consommateur (Greenberg, 2017). L'environnement alimentaire du consommateur fait référence aux facteurs régissant les choix des consommateurs en termes de consommation alimentaire. En ce sens, le prix des produits, sa relation avec la qualité des aliments, ainsi que les conditions d'approvisionnement, impactent les décisions et les possibilités qu'ont les ménages de satisfaire leurs besoins alimentaires. Il est généralement reconnu que les aliments ultra-transformés ont tendance à être moins chers et plus abordables que les aliments de qualité supérieure, ce qui les rend plus attractifs pour les ménages à faibles revenus et les classes moyennes. Ces décisions, influencées par le pouvoir et les actions des entreprises impliquées dans le système alimentaire, ont également un impact direct sur la santé publique (Greenberg, 2017). Alors que les régimes alimentaires passent de la base de céréales et de fibres au sucre et aux graisses, les maladies non transmissibles liées à l'alimentation augmentent dans les pays africains, ce qui représente un surcoût en termes de soins et de traitements. L'obésité et le diabète, par exemple, sont des problèmes de santé découlant de régimes alimentaires de mauvaise qualité où les produits ultra-transformés sont incontournables (Galvez, 2018). Les effets d'une mauvaise alimentation varient les zones urbaines et rurales en Afrique du Sud. L'enquête nationale sud-africaine sur la santé et la nutrition a montré que le surpoids et l'obésité sont plus fréquents dans les quartiers urbains informels (respectivement 20% et 5,2% pour les garçons et 20,8% et 9,3% pour les filles), suivis des quartiers formels (11,8% et 5,4% pour les garçons, et 19,4% et 8,9% pour les filles). Le taux de malnutrition découlant de la mauvaise qualité ou du manque d'accès à la nourriture est également élevé. Les filles des quartiers urbains informels présentaient les niveaux les plus élevés de retard de croissance, avec une prévalence de 20,9% (Shisana, et al. 2013).

Au Kenya, les zones urbaines connaissent la même transition nutritionnelle que l'Afrique du Sud et d'autres pays. Une enquête réalisée dans le quartier de Makadara en 2017 a montré une consommation généralisée d'aliments non sains (aliments frits, aliments sucrés et boissons sucrées), ainsi que d'aliments sains mais très énergétiques. Ces habitudes de consommation sont strictement liées à la publicité et à la commercialisation des produits alimentaires. Les boissons sucrées font l'objet d'une publicité courante et sont largement accessibles, tout comme les aliments frits et transformés. Les points de vente formels distribuent généralement des aliments nutritionnels à forte teneur calorifique, comme le beurre ou les biscuits (African Population and Health Research Center 2019). Des études sur les quartiers de Nairobi ont montré la prévalence du diabète et des maladies non transmissibles, principalement liée aux habitudes alimentaires (consommation de nourriture, d'alcool et de cigarettes) (Ayah, et al. 2013).

Les systèmes agroalimentaires fortement privatisés et la concurrence en termes de prix des aliments entre les grandes entreprises et les petits producteurs incitent les consommateurs à acheter des aliments de mauvaise qualité. Les répondants ont appelé à la promotion de campagnes d'éducation et de sensibilisation qui soulignent la nécessité d'avoir une alimentation durable et équilibrée incluant la consommation de produits frais et de céréales, entre autres. Ces efforts nécessitent également de repenser les politiques des gouvernements et des entreprises en matière de dons alimentaires.

L'expérience de la COVID-19 a démontré l'importance des vendeurs de rue, des marchés locaux et des commerçants informels dans la distribution de la nourriture au niveau local. Les zones les plus marginalisées des villes, habitées par des ménages à faibles revenus, sont généralement servies par des acteurs du système alimentaire de plus petite échelle. Pour parvenir à un accès plus juste à la nourriture dans les zones fortement urbanisées telles que Gauteng et le comté de Nairobi, il faut mettre en place des politiques inclusives qui reconnaissent la pertinence de ces acteurs dans le processus de distribution. En ce sens, les réglementations relatives aux licences et les politiques d'expédition des permis devraient être revues et simplifiées afin que les vendeurs et les commerçants dits informels puissent continuer à opérer en tant que « distributeurs du dernier kilomètre » de nourriture abordable pour les ménages qui en ont le plus besoin. Les politiques devraient également prévoir la mise à disposition d'espaces publics ou de marché pour que ces vendeurs puissent travailler. Il est important de trouver des solutions qui permettent aux commerçants de continuer à travailler dans des zones propices pour eux et pour leurs clients, tout en leur fournissant les équipements nécessaires pour préserver leurs produits et garantir la qualité des aliments qu'ils commercialisent.

Quels sont les effets de la COVID-19 et du changement climatique sur la distribution alimentaire?

05

La pandémie de COVID-19 et la multiplication des événements liés au changement climatique ont mis en évidence et creusé les inégalités préexistantes dans les systèmes alimentaires des villes africaines.

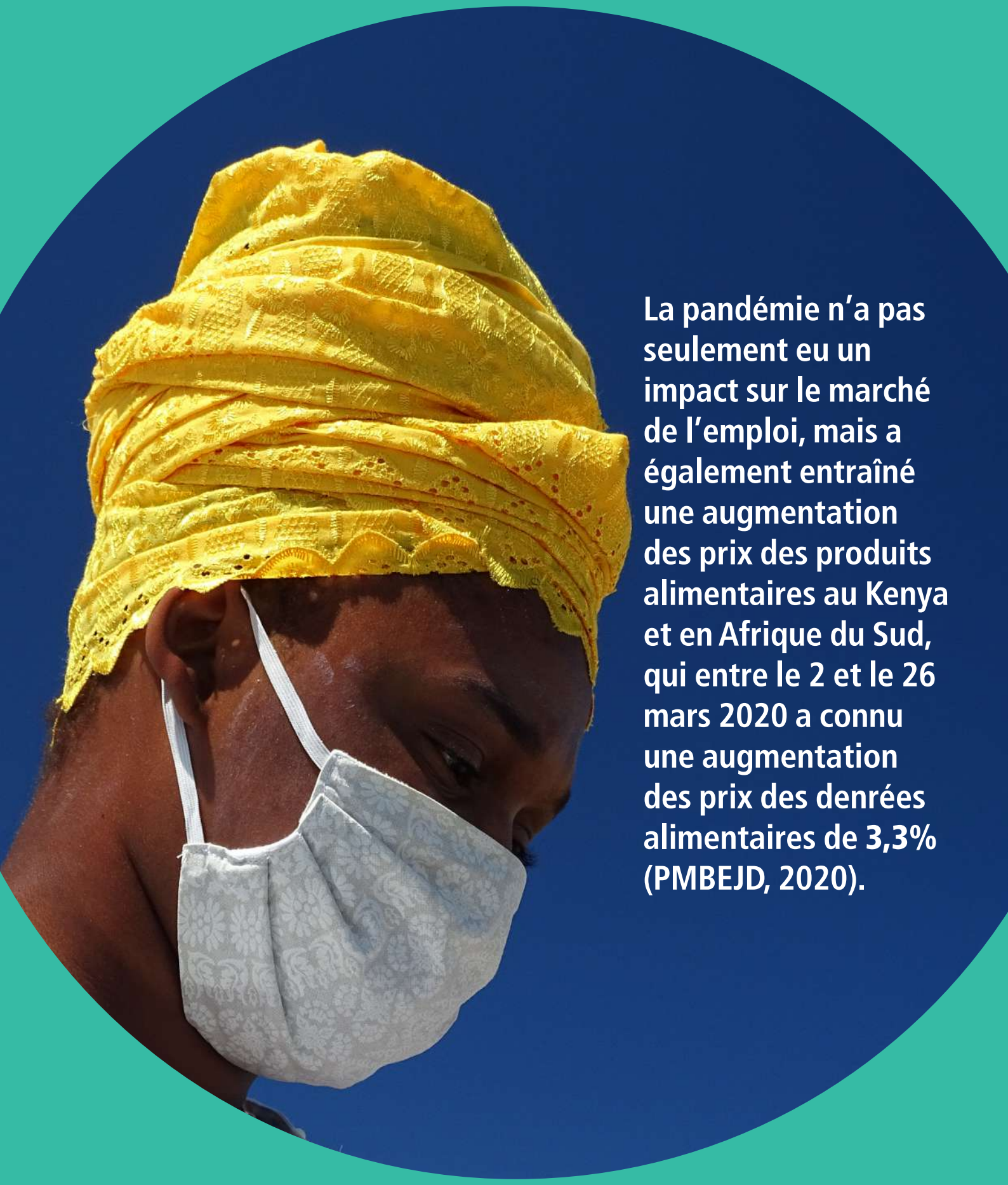
Depuis l'apparition de la pandémie de COVID-19 en mars 2020, l'impossibilité de continuer à travailler et la réduction conséquente des revenus des ménages actifs ont eu un impact sur leur capacité à accéder aux produits alimentaires. Les mesures de confinement et la mobilité réduite ont rendu difficile la distribution et le transport des produits alimentaires aux niveaux initiaux. Les confinements et les couvre-feux ont également limité les activités des vendeurs de rue et des commerçants informels, des acteurs clés de la distribution de nourriture dans les zones urbaines. En outre, la recrudescence d'événements tels que les inondations et les sécheresses dans un contexte de crise climatique entraîne une imprévisibilité de la production et de l'approvisionnement en nourriture, en particulier des cultures, et peut avoir des effets significatifs sur la logistique des systèmes alimentaires.

Par ailleurs, ces événements imprévisibles limitent la capacité des petits producteurs et des agriculteurs à répondre à ces chocs en raison de leur manque de soutien financier pour acquérir les équipements et les technologies nécessaires qui leur permettraient de s'adapter à la variabilité du climat.

Cette section explore l'impact que ces deux facteurs ont sur les différents acteurs impliqués dans la production et la distribution de produits alimentaires dans les zones urbaines. Elle identifie les principaux défis et limites auxquels sont confrontés les acteurs majeurs de la distribution de produits alimentaires aux habitants des villes, en particulier aux *citadins invisibles,* dans un contexte d'urgences naturelles et biologiques.

Impacts de la COVID-19 sur les systèmes alimentaires de Nairobi et de la ville-région de Gauteng.

La pandémie de COVID-19 a été un choc important pour les systèmes alimentaires des villes africaines, car les restrictions de mobilité ont eu un impact sur la distribution des aliments et la chaîne d'approvisionnement a été fortement perturbée (George, 2020, FAO, 2021a), ce qui a affecté les prix des produits alimentaires. En parallèle, l'impact de la pandémie sur le marché du travail a entraîné des répercussions sur les niveaux de revenus et, par conséquent, sur le pouvoir d'achat des ménages. En Afrique du Sud, seuls 15 millions sur 40 millions de personnes en âge de travailler ont un emploi, une situation qui s'est aggravée pendant la pandémie (Brookings, 2021). Dans la ville-région de Gauteng, 18% des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête sur la qualité de vie 2020/2021 (de Kadt, et al. 2021) ont déclaré avoir perdu un emploi depuis mars 2020. Cela a eu un **impact significatif sur leur capacité à acheter des produits alimentaires**, ce qui a été identifié



La pandémie n'a pas seulement eu un impact sur le marché de l'emploi, mais a également entraîné une augmentation des prix des produits alimentaires au Kenya et en Afrique du Sud, qui entre le 2 et le 26 mars 2020 a connu une augmentation des prix des denrées alimentaires de **3,3%** (PMBEJD, 2020).

comme l'un des principaux défis au cours de 2020 et 2021. La pandémie n'a pas seulement eu un impact sur le marché de l'emploi, mais a également entraîné une augmentation des prix des produits alimentaires au Kenya et en Afrique du Sud, qui entre le 2 et le 26 mars 2020 a connu une augmentation des prix des denrées alimentaires de 3,3% (PMBEJD, 2020).

En mars 2020, on a observé un changement dans les habitudes d'achat en Afrique du Sud, les femmes ayant choisi d'exclure la viande, les produits laitiers, les fruits et les légumes de leurs achats, et s'étant concentrées sur l'acquisition d'aliments de base et de produits non périssables qu'elles pouvaient se permettre d'acheter (Institute for Poverty, Land and Agrarian Studies 2020).

Les effets de la COVID-19 sur l'accès à la nourriture étaient évidents:

- dans 25% des ménages de la ville-région de Gauteng, des adultes avaient sauté un repas en 2020, faute d'argent pour acheter de la nourriture;
- 20% des ménages ayant des enfants ont signalé qu'un enfant avait sauté un repas;
- 52% des ménages ne dépensaient pas assez pour se procurer un panier alimentaire nutritif de base, estimé à 2 779,10 R (151,5 USD)[7] pour un ménage de 4 personnes (de Kadt, et al. 2021).

Les sources alternatives d'alimentation sont devenues plus importantes, puisque 44% des ménages comptant des enfants ont bénéficié de programmes d'alimentation scolaire en 2020, une augmentation par rapport aux 38% de 2017/2018, ce qui montre la pertinence de ces programmes dans des contextes d'urgence, comme la pandémie de la COVID-19. En ce sens, les écoles se sont engagées dans un rôle important au-delà de l'éducation en soi, consolidant leur rôle d'acteurs clés en termes d'accès à la nourriture.

Les restrictions imposées à la mobilité et à la circulation ont affecté le fonctionnement des réseaux informels d'alimentation, comme dans le cas des vendeurs informels et de rue. Dans le cas de la ville-région de Gauteng, seuls les supermarchés et les « vendeurs formels » ont été autorisés à rester ouverts pendant les premières semaines du confinement de 2020. Les activités des vendeurs informels, des vendeurs de rue et des spazas étaient interdites, notamment dans le cadre du fonctionnement des marchés publics (Institute for Poverty, Land and Agrarian Studies 2020). Cela a posé plusieurs défis et limitations aux ménages qui dépendaient de l'accès local à la nourriture. Même si en avril 2020, les vendeurs de rue ont été autorisés à recommencer à travailler, certains d'entre eux ont souffert de harcèlement et de la confiscation de produits dans les rues (Wegerif, 2020). Ces pratiques, déjà existantes avant le début de la pandémie, se sont poursuivies en 2021, motivant l'Alliance sud-africaine des commerçants informels à demander à la police de cesser de confisquer leurs produits et de garantir un meilleur traitement des vendeurs informels et de rue (Mafata, 2021).

Dans la ville-région de Gauteng, les effets des confinements et des restrictions générales en raison de la COVID-19 étaient également visibles en termes de mobilité, d'achat de nourriture et de satisfactions d'autres besoins. Les courses étaient le type de déplacement le plus fréquent des répondants et avaient une nature beaucoup plus localisée entre 2020 et 2021. Les trajets courte distance sont plus fréquents: 48% des répondants ont déclaré qu'il leur fallait 15 minutes ou moins pour se rendre dans les magasins, contre 27% en 2017/2018 (de Kadt, et al. 2021).

Les effets de la COVID-19 en termes d'acquisition de nourriture à Nairobi sont similaires à ceux de la ville-région de Gauteng.

- 74% of 200 residents surveyed in May 2020 in five informal settlements of the city reported having skipped meals or eating less due to the incapacity to purchase food (Sverdlik, 2021).

À Nairobi, les restrictions de la COVID-19 sur la mobilité et la circulation ont limité la capacité des ménages des quartiers informels à se procurer des aliments en vrac dans les zones éloignées de la ville, ou à la périphérie des villes.

7 Conversion dollar américain-rand sud-africain mai 2020: 1 USD - 18.34 R

Les informateurs clés ont mentionné que cela les obligeait à acheter auprès de vendeurs proches de leurs habitations, payant parfois des prix plus élevés pour la nourriture en raison de l'augmentation généralisée des prix des aliments. De plus, au cours des premiers mois de la pandémie, on a observé des achats de panique, les gens essayant de se procurer autant de produits alimentaires qu'ils pouvaient se permettre pendant la période d'ouverture des magasins. De manière générale, et en raison de la réduction des revenus, les vendeurs ont vu leurs ventes diminuer (GAIN, 2020).

Comme mentionné précédemment, les commerçants informels sont confrontés à d'importants défis et à de profondes vulnérabilités qui sont devenus plus manifestes et qui se sont aggravés pendant la crise de la COVID-19. Les couvre-feux imposés en 2020 et 2021 ont sérieusement touché les vendeurs informels, car ils ont restreint leurs activités et le transport des produits alimentaires. Les marchés informels ont également vu leurs activités limitées en raison de ces fermetures, comme dans le cas d'Eastleigh en mai 2020 (International Food Policy Research Institute, 2020).

Politiques de secours COVID-19

En ce qui concerne les politiques de secours mises en œuvre par les gouvernements, 13% des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête sur la qualité de vie 2020/2021 à Gauteng ont déclaré avoir reçu une aide alimentaire du gouvernement ou d'une ONG pendant la pandémie. En outre, 35% des personnes interrogées ont déclaré avoir demandé la subvention COVID-19 Social Relief of Distress (SRD) que le gouvernement a mise en place en mai 2020. Les répondants noirs et coloured étaient plus susceptibles de déclarer avoir demandé cette subvention (de Kadt, et al. 2021). La SRD est promue par le gouvernement sud-africain et consiste en une subvention de 350 R par mois (19 USD). Les subventions sont attribuées uniquement aux citoyens, résidents ou réfugiés sud-africains - et non aux ressortissants étrangers, qui deviennent ainsi de « nouveaux » citadins invisibles. Pour en bénéficier, il faut être au chômage et ne pas recevoir d'autres revenus ou d'autres aides sociales, ni d'autres aides gouvernementales. La suspension de la distribution de ces subventions a entraîné des émeutes en juillet 2021, poussant le gouvernement à reprendre la distribution. Les bénéficiaires de l'allocation de soutien aux enfants ont reçu un supplément de 300 R (16,35 USD) en mai 2020, et un supplément de 500 R (27,26 USD) par mois de juin à octobre.

Le gouvernement a également temporairement distribué des aides sous forme de kits alimentaires aux personnes qui n'étaient pas en mesure de satisfaire leurs besoins de base. Les bénéficiaires étaient des citoyens, des résidents permanents ou des réfugiés enregistrés qui recevaient des subventions pour invalidité, qui souffraient de catastrophes ou dont aucun membre du ménage n'avait d'emploi, entre autres conditions (Gouvernement sud-africain, 2020). En mars 2020, le gouvernement provincial de Gauteng a annoncé la mise en place d'une aide alimentaire pour les citoyens dont le revenu combiné du ménage était de 3600 R (196 USD), les bénéficiaires de pensions, d'allocations d'invalidité et de protection de l'enfance, et les vétérans militaires. Ils ont travaillé avec des organisations et des fondations qui ont donné de l'argent et/ou de la nourriture et ont collaboré à la distribution aux ménages les plus démunis. Une ligne d'assistance téléphonique a également été créée pour les personnes ayant besoin d'une aide alimentaire de la part du gouvernement (DispatchLIVE, 2020).

Dans le cas de l'Afrique du Sud et de la ville-région de Gauteng, l'aide financière gouvernementale reçue par les ménages pour se nourrir pendant la pandémie a été considérablement limitée. Comme mentionné ci-dessus, un ménage de quatre personnes avait besoin d'environ 2 800 R (153 USD) pour

acquérir un panier alimentaire sain afin de ne pas souffrir de la faim, mais aussi pour recevoir les apports nutritifs nécessaires. Les limites des subventions sociales sont claires en ce sens: elles ont fonctionné comme une politique d'urgence destinée à éviter que les gens ne meurent de faim, mais leurs effets pour permettre aux gens d'accéder à la quantité et à la qualité de nourriture nécessaires pour être en sécurité alimentaire étaient loin d'être souhaitables. En effet, si l'on considère que la bourse d'aide sociale était de 350 Rands, en mai 2020, un panier alimentaire de base coûtait 960 Rands (52 USD), soit 9,8% de plus que le même panier en mai 2019 (IPC, 2021).

13% of respondents in the 2020/2021 Quality of Living Survey in Gauteng said they had received food support from the government or an NGO during the pandemic.

Au Kenya, le gouvernement a mis en place un programme de transfert d'argent ciblant les ménages des quartiers urbains vulnérables. Le programme a touché 20 000 ménages depuis avril 2020, distribuant 4 000 KES (38 USD) par mois. En plus de l'intervention du gouvernement, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a distribué 4 000 KES par personne et par mois à plus de 55 000 ménages dans les 11 sous-comtés de Nairobi (IPC, 2020). Les aides sociales ont été étendues à 300 000 nouveaux ménages bénéficiaires, et un programme de travaux publics appelé Kazi Mtaani a été créé dans le but de fournir des emplois à plus de 26 000 Kenyans des quartiers informels (GAIN, 2020). Ces programmes de protection sociale avaient certaines limites. Même s'ils soulageaient les bénéficiaires, ils ne parvenaient pas à atteindre les groupes les plus vulnérables. On estime que le programme de transfert d'argent COVID-19 n'a aidé que moins de 5% de tous les ménages vulnérables sur le plan socioéconomique de Nairobi (Human Rights Watch, 2021). En outre, le programme était entaché d'irrégularités, comme le non-respect des critères d'éligibilité des bénéficiaires et le détournement des fonds vers les amis et les parents des fonctionnaires (Warah, 2021).

Pour ce qui est de la production alimentaire et du soutien aux petits producteurs, le gouvernement kenyan a émis en 2020 des bons électroniques qui ciblaient environ 200 000 agriculteurs. La subvention devait aider les agriculteurs à acquérir des semences, de l'engrais, des services d'analyse des sols et d'autres outils (Kairu, 2020). En ce qui concerne l'aide alimentaire et l'abordabilité, le gouvernement a lancé en mars 2020 un programme de fourniture de denrées alimentaires à un prix subventionné et, en septembre 2020, il a mis en vigueur une réglementation sur les prix du maïs (International Food Policy Research Institute, 2020).

Le gouvernement a mis en place un programme de transfert d'argent qui a touché **20 000** ménages depuis avril 2020, distribuant **4 000 KES** (38 USD) par mois.

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a distribué **4 000 KES** par personne et par mois à plus de **55 000 ménages** dans les **11** sous-comtés de Nairobi.

Les chocs liés au climat et leurs effets sur la sécurité alimentaire

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence certaines des inégalités préexistantes dans les villes, telles que les revenus, l'accès à l'emploi et aux services urbains, et a limité l'accès à la nourriture dans les zones urbaines. En termes de catastrophes naturelles, les sécheresses sont la principale cause de perte de production agricole dans le monde, suivies des inondations (FAO, 2021a). En Afrique, le changement climatique a un impact négatif considérable sur l'agriculture et la production végétale, ainsi que sur la nutrition, et sur les principaux acteurs économiques (GIEC, 2022). Les pertes totales de cultures et de bétail entre 2008 et 2018 ont représenté environ 20 milliards de dollars, et les deux plus grands groupes de produits qui ont été touchés sont les céréales, et les racines et tubercules (FAO, 2021a). Les effets de ces pertes ne sont pas seulement visibles en termes de commerce, mais aussi dans la consommation alimentaire. La perte de production entre 2008 et 2018 a représenté une perte de 82 jours d'apport calorique par habitant et par an (FAO, 2021a).

Depuis les années 1980, l'Afrique du Sud a subi des pertes économiques de plus de 95 milliards de rands à la suite de catastrophes météorologiques telles que des inondations, des feux de forêt, des tempêtes et des sécheresses (Institute for Security Studies, 2021). La récente sécheresse qui a frappé la province du Cap occidental, ainsi que les inondations et les incendies dans différentes provinces, mettent en évidence la vulnérabilité du pays face à ces événements, non seulement en termes de gestion des catastrophes, mais aussi en ce qui concerne les effets que ces événements peuvent avoir sur la production agricole. Les revenus tirés des récoltes pourraient chuter de 90% d'ici 2100 en raison du changement et de la variabilité climatiques, ce qui affecterait principalement les petits producteurs (GIEC, 2007).

Au Kenya, les pertes économiques dues au changement climatique sont estimées à environ 3 à 5% du PIB par an. Les principaux événements liés au climat sont les sécheresses et les inondations, avec une diminution des jours et nuits froids et une augmentation de la température dans certaines régions du pays (Kenya, 2020). Cette situation pousse les autorités gouvernementales et les principaux acteurs du système alimentaire kenyan à travailler sur l'adaptation de la production et à accroître la résilience pour faire face aux effets de ces événements. Parmi les événements liés au climat, les précipitations et les sécheresses accrues au Kenya posent des défis en termes d'adaptation. Le Kenya connaîtra probablement des pertes dans la production de lait, de maïs, de thé, de viande bovine, de pommes de terre, entre autres, ce qui pourrait avoir un impact sur le prix des produits, ainsi que sur la disponibilité des calories par habitant. L'augmentation des précipitations a pour effet d'accroître la production dans les hautes terres, mais pour que cela contribue à la production agricole, des investissements dans les intrants et les services, tels que les infrastructures, la gestion de l'eau et la politique d'utilisation des terres, doivent être réalisés (Herrero, et al. 2010).

Dans les zones rurales et périurbaines d'Afrique du Sud et du Kenya, les petits producteurs sont les plus touchés par ces événements. La nature changeante du climat affecte la prévisibilité des récoltes. Une augmentation inattendue des pluies à Nairobi, ainsi que les récentes gelées dans la région de Gauteng, ont affecté la production agricole et la capacité à prévoir ces événements. Ces perturbations affectent de manière disproportionnée tous les acteurs agroindustriels. Les changements des conditions environnementales obligent les agriculteurs à s'adapter et à acquérir les équipements et les technologies nécessaires

pour protéger leurs produits. Si cette solution est envisageable pour les gros producteurs, les petits producteurs ont du mal à faire face aux conséquences financières de ces événements. Les effets sur les cultures et la production alimentaire - et par conséquent sur la consommation - sont importants, en particulier dans le cas du Kenya. L'une des cultures les plus touchées est le maïs, un aliment de base du régime alimentaire des Kenyans. Un membre d'une OSC kenyane s'est exprimé en ces termes: « nous considérons que quelqu'un est en quelque sorte en sécurité alimentaire s'il a accès au maïs. »

Ces défis demeurent d'actualité et connaissent une évolution ces dernières années. En 2012, une étude portant sur 710 ménages agricoles dans 7 districts du Kenya a montré que les petits producteurs adoptaient des pratiques d'adaptation au changement climatique perçu, telles que le changement de variété et de type de culture, la diversification de l'alimentation du bétail et l'application de pratiques de conservation des sols et de l'eau, entre autres. Les principales contraintes constatées sont liées au manque de ressources financières et naturelles, d'informations et d'intrants; d'où la nécessité d'investir davantage dans la production agricole à petite échelle (Bryan, et al. 2013).

Les défis et les limites posés par les changements climatiques ont motivé le gouvernement kenyan à promouvoir la stratégie Kenya Climate Smart Agriculture (CSA) 2017-2026 qui identifie les principaux conflits autour de l'agriculture et de l'élevage et détaille les stratégies à mettre en œuvre pour y remédier afin d'atténuer l'impact des événements liés au climat. Les principaux objectifs de cette stratégie sont de renforcer la capacité d'adaptation des agriculteurs, de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'aborder plusieurs questions ayant trait à l'impact de la CSA (Gouvernement du Kenya, 2017).

La COVID-19 et les événements liés au climat sont des chocs importants qui affectent l'approvisionnement et l'accès aux aliments et auxquels il faut répondre. L'importance de la diversification de la production agricole a été identifiée comme l'une des stratégies clés de réponse à ces chocs. Les mesures de confinement et de restriction de mobilité ont entraîné une limitation de l'importation de produits alimentaires à l'échelle mondiale. Par ailleurs, le changement climatique soulève des questions sur les possibilités de production ainsi que sur les limites logistiques de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Les politiques en matière de semences, qui permettent aux producteurs de partager et d'échanger des semences afin que les petits agriculteurs diversifient davantage leur production, sont une stratégie qui pourrait s'avérer bénéfique en cas d'événements climatiques tels que les sécheresses, les inondations ou les vagues de chaleur qui ont un impact sur la croissance de certaines cultures. Il faudrait promouvoir des politiques qui favorisent l'agroécologie pour une plus grande diversification de la production alimentaire. Dans le cas des importations et de la logistique, l'impact que les événements climatiques peuvent potentiellement avoir sur la distribution de certains produits rend nécessaire la réflexion sur la faisabilité d'une chaîne d'intrants diversifiée qui favoriserait l'acquisition de produits abordables auprès de différentes sources/différents producteurs en vue de remplacer facilement les produits en cas de pénurie.

.

Une étude a montré que les petits producteurs adoptaient des pratiques d'adaptation au changement climatique perçu, telles que le changement de variété et de type de culture, la diversification de l'alimentation du bétail et l'application de pratiques de conservation des sols et de l'eau, entre autres.

Conclusions: Vers un accès plus juste à la nourriture dans les villes africaines

06

La sécurité alimentaire et les préoccupations liées à la faim et à la malnutrition ont toujours été considérées comme un problème « rural », ou comme une incapacité du système à produire la nourriture nécessaire pour satisfaire les besoins de la population. Les cas de Gauteng et de Nairobi montrent que, au-delà de la production de nourriture, d'autres éléments doivent être pris en compte lorsque la sécurité alimentaire est en jeu. La sécurité alimentaire dans les villes africaines doit être abordée comme une question d'accès économique et d'abordabilité du point de vue des ménages, tout en tenant compte des réalités des acteurs impliqués dans le système alimentaire au sens large et de la manière dont ils affectent l'accessibilité de la nourriture.

Tout d'abord, il est nécessaire de **reconnaître le rôle que jouent les acteurs du secteur dit informel pour rendre la nourriture disponible, accessible et abordable** pour les *citadins invisibles*. Même si en Afrique du Sud, en raison du niveau élevé de privatisation, les magasins de détail formels ont une importance significative, les petits magasins réussissent à atteindre les groupes urbains les plus défavorisés. Renforcer ces acteurs dans le but de rendre la nourriture plus abordable pour tous les habitants des villes implique de répondre aux priorités d'équité et de diversité, tout en **concevant des systèmes alimentaires « du peuple pour le peuple »**.

Pour que les systèmes alimentaires soient plus justes dans les zones urbaines, il faut miser sur des politiques axées sur la **production et l'approvisionnement en denrées alimentaires, tout en améliorant les conditions de travail et les conditions sociales**. Les solutions urbaines telles que les marchés et les infrastructures sont déterminantes pour améliorer les conditions de travail. Les politiques proactives qui encouragent la production à petite échelle dans le contexte du changement climatique, et l'aide à l'adaptation et à l'entrée dans le système alimentaire, sont essentielles pour garantir un système alimentaire plus varié et plus accessible aux citadins invisibles. Créer des systèmes alimentaires plus démocratiques implique de soutenir les petits agriculteurs et leur connexion aux espaces de vente au détail. Dans le cas de l'Afrique du Sud, cela signifie ouvrir le marché aux agriculteurs noirs et pauvres qui sont en concurrence avec les grands producteurs et qui n'ont pas la capacité de faire face aux chocs extérieurs. Un système alimentaire juste nécessite une prise de décisions collectives et démocratiques qui inclut les *citadins invisibles* et qui encourage les approches ascendantes, conçues par eux et pour eux.

Bibliographie

07

African Population and Health Research Center, (2019). *Dietary transitions in Kenyan cities: leveraging evidence for intervention and policy to prevent diet-related non-communicable diseases.* Nairobi: African Population and Health Research Center. https://www.jstor.org/stable/resrep23868.

Ahmed, S., Haklay, M., Tacoli, C. , Githiri, G., Davila, J., Allen, A. & Fevre, E. (2019). Participatory mapping and food-centred justice in informal settlements in Nairobi, Kenya. *Geo: Geography and Environment* (00077) 1-21. doi:https://doi.org/10.1002/geo2.77.

Ayah, R., Joshi, M., Wanjiru, R., Njau, E., Otieno, C.F., Njeru, E. and Mutai K. (2013). A population-based survey of prevalence of diabetes and correlates in an urban slum community in Nairobi, Kenya. *BMC Public Health* 13. https://bmcpublichealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/1471-2458-13-371.

Battersby, J. (2012). Beyond the food desert: finding ways to speak about urban food security in South Africa. *Geografika Annaler: Series B, Human Geography*, 94 (2), 141-159.

Battersby, J., Haysom, G., Kroll, F. & Tawodzera, G. (2015). *A study on current and future realities for urban food security in South Africa*. Technical report, Johannesburg: South African Cities Network.

Battersby, J., Marshak, M., and Mngqibisa, N. (2016). *Mapping the Invisible: The Informal Food Economy of Cape Town, South Africa.* Cape Town: Southern African Migration Programme.

Brookings, (2021). *South Africa after COVID-19—light at the end of a very long tunnel*. July 13. Accessed November 20, 2021. https://www.brookings.edu/blog/future-development/2021/07/13/south-africa-after-covid-19-light-at-the-end-of-a-very-long-tunnel/#:~:text=share%20on%20Facebook-,South%20Africa%20after%20COVID%2D19%E2%80%94light%20at%20the%20end,of%20a%20very%20long%20tunne.

Bryan, E., Ringler, C., Okoba, B., Roncoli, C., Silvestri, S., & Herrero, M. (2013). Adapting agriculture to climate change in Kenya: Household strategies and determinants. *Journal of Environmental Management* (114) 26-35.

Carr, C. (2019). For street vendors, finding water and toilets isn't just a nuisance, it's cutting into earnings. WIEGO. August 12. Accessed February 26, 2022. https://www.wiego.org/blog/street-vendors-finding-water-and-toilets-isnt-just-nuisance-its-cutting-earnings.

Chege, C.G.K., Wanyama, R., Lundy, M., Nguru, W. and Jager. M. (2021). Does retail food diversity in urban food environments influence consumer diets? *Sustainability* 13 (7666): 1-15. doi:https://doi.org/10.3390/su13147666.

Crush, J. & Frayne, B. (2014). Feeding African cities: the growing challenge of urban food insecurity. In Parnell, S. & Pieterse, *E. Africa's Urban Revolution*, 110-132. London: Zed Books.

de Kadt, J. , Maree, G., & Naidoo, Y. (2020). *Challenges in accessing food during a lockdown*. Johannesburg: Gauteng City-Region Observatory.

de Kadt, J., Hamann, C., Mkhize, S.P., & Parker, A. (Eds.) (2021). *Quality of life survey 6 (2020/2021)*. Overview Report, Johannesburg: Gauteng City-Region Observatory (GCRO).

DispatchLIVE, (2020). *Covid-19: Food relief distribution for needy families in Gauteng.* April 1. Accessed December 15, 2021. https://www.dispatchlive.co.za/news/2020-04-01-covid-19-food-relief-distribution-for-needy-families-in-gauteng/.

FAO, (2008). An Introduction to the basic concepts of food security. *Food and Agriculture Organization of the United Nations*. Accessed November 20, 2021. https://www.fao.org/documents/card/en/c/2357d07c-b359-55d8-930a-13060cedd3e3/.

FAO, (2021a). *The impact of disasters and crises on agriculture and food security*. Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations.

FAO, (2021b). *The state of food security and nutrition in the world. Transforming Food Systems for Food Security, Improved Nutrition and Affordable Healthy Diets for All.* Rome: FAO.

FAO, (2022). *Hunger and food insecurity.* Accessed February 27, 2022. www.fao.org/hunger/en.

FAO, IFAD, UNICEF, WFP, and WHO. 2019. *The state of food security and nutrition in the world 2019. Safeguarding against economic slowdowns and downturns*. Rome: FAO.

Friedrich-Ebert-Stiftung, (2020). *Towards the just city in Kenya*. Nairobi: Friedrich-Ebert-Stiftung Kenya Office. http://library.fes.de/pdf-files/bueros/kenia/19072.pdf

GAIN, (2020). *Impact of COVID-19 on Kenya's food systems: a situation report - Edition 1*. Global Alliance for Improved Nutrition.

Galvez, A. (2018). *Eating Nafta. Trade, food policies, and the destruction of Mexico.* California: University of California Press.

Gastrow, V. (2022). *Global informality project*. Accessed February 26, 2022. https://www.in-formality.com/wiki/index.php?title=Spaza_(South_Africa).

GCRO, (2021). *The Gauteng City-Region.* Accessed December 13, 2021. https://www.gcro.ac.za/about/the-gauteng-city-region/.

George, L., (2020). *COVID-19 is exacerbating food shortages in Africa*. June 1. Accessed November 20, 2021. https://hungrycities.net/covid-19-is-exacerbating-food-shortages-in-africa/.

Global Network Against Food Crises, (2021). *Global Report on Food Crises 2021*. Rome: FSIN.

Government of the Republic of Kenya, (2017). *Kenya climate smart agriculture strategy 2017-2026*. Nairobi: Ministry of Agriculture, Livestock and Fisheries.

Greenberg, S. (2017). Corporate power in the agro-food system and the consumer food environment in South Africa. *The Journal of Peasant Studies*, 44 (2), 467-496.

Herrero, M., Ringler, C., Steeg, J., Thornton, P., Tingju Zhu, B., Omolo, A., Jawoo Koo, A. and Notenbaert, (2010). Climate variability and climate change and their impacts on Kenya's agricultural sector. Nairobi: International Livestock Research Institute.

Human Rights Watch, (2021). We are all vulnerable here. Kenya's pandemic cash transfer program riddled with Irregularities. July 20. Accessed December 28, 2021. www.hrw.org/report/2021/07/20/we-are-all-vulnerable-here/kenyas-pandemic-cash-transfer-program-riddled.

Institute for Poverty, Land and Agrarian Studies, (2020). *Food in the time of the coronavirus: Why we should be very, very afraid*. April 1. Accessed December 1, 2021. https://www.plaas.org.za/food-in-the-time-of-the-coronavirus-why-we-should-be-very-very-afraid/.

Institute for Security Studies, (2021). *Urban South Africa is ill-prepared for the coming climate change storm*. June 4. Accessed February 25, 2022. issafrica.org/iss-today/urban-south-africa-is-ill-prepared-for-the-coming-climate-change-storm.

International Food Policy Research Institute, (2020). *COVID-19 Policy Response (CPR) Portal.* December 19. Accessed February 25, 2022. https://public.tableau.com/app/profile/ifpri.td7290/viz/CPRPORTAL/Overview?publish=yes.

IPC, (2020). *IPC Acute Food Insecurity Analysis Urban August – December 2020.* Nairobi: Integrated Food Security Phase Classification.

IPC, (2021). *South Africa: acute food insecurity situation September - December 2020 and Projection for January - March 2021.* Nairobi: Integrated Food Security Phase Classification. https://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1153024/?iso3=ZAF.

IPC, (2022). *Understanding the IPC Scales. Nairobi: Integrated Food Security Phase Classification.* https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/communication_tools/brochures/IPC_Brochure_Understanding_the_IPC_Scales.pdf.

IPCC, (2007). *Climate Change 2007: Working Group II: Impacts, Adaptation and Vulnerability.* Accessed February 10, 2022. archive.ipcc.ch/publications_and_data/ar4/wg2/en/ch9s9-4-4.html.

IPCC, (2022). *Climate Change 2022. Impacts, adaptation and vulnerability.* Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, Intergovernmental Panel on Climate Change.

Kairu, P. (2020). *Kenya: E-Voucher system for small farmers to access inputs starts in October.* July 16. Accessed February 27, 2022. allafrica.com/stories/202007170174.html.

KENASVIT, (2020). *Call to the Government of Kenya to take urgent and immediate measures to ensure the full protection of economic and social rights of the informal sector in the context of the COVID-19 pandemic.* Nakuru, April 9. https://www.wiego.org/sites/default/files/resources/file/KENSAVIT-INFORMAL%20TRADERS%20STATEMENT%20IN%20RESPONSE%20TO%20COVID%2019.pdf.

Kenya National Bureau of Statistics, (2021). *SDG Gender Fact Sheet 2021 - Kenya.* Nairobi: Kenya National Bureau of Statistics; Kenya Vision 2030; UN Women.

Kenya, (2020). *Kenya's updated Nationally Determined Contribution (NDC).* Nairobi: Ministry of Environment and Forestry.

Kimani-Murage, E., Schofield, L.., Wekesah, F., Mohamed, S., Mberu, B., Ettarh, R., Egondi, T., Kyobutungi, C. & Ezeh, A. (2014). Vulnerability to food insecurity in urban slums: Experiences from Nairobi, Kenya. *Journal of Urban Health: Bulletin of the New York Academy of Medicine* 91 (6) 1098-1113.

Mafata, M. (2021). *Joburg's informal traders call for police to stop confiscating their goods.* August 20. Accessed December 15, 2021. https://www.groundup.org.za/article/i-come-here-every-day-knowing-that-at-some-point-i-will-have-to-grab-my-things-and-run-from-jmpd/.

Mayet, M. (2016). Seed sovereignty and ecological integrity in Africa. In *Seed Sovereignty, Food Security*, by V Shiva. California: North Atlantic Books.

Nairobi City County, (2018). *County Annual Development Plan 2019/2020*. Nairobi: Nairobi City County.

Neven, D., Reardon, T., Chege, J. and Wang, H. (2005). *Supermarkets and consumers in Africa: The case of Nairobi, Kenya.* Staff Paper 2005-04, Michigan: Department of Agricultural Economics, Michigan State University.

Njanja, A. (2019). *'Kadogo' economy rules retail sector*. July 17. Accessed February 20, 2022. www.businessdailyafrica.com/bd/corporate/companies/-kadogo-economy-rules-retail-sector-2257816.

OECD & SWAC, (2020). *Africa's Urbanisation Dynamics 2020. Africapolis, Mapping a New Urban Geography.* Paris: OECD Publishing. doi:https://doi.org/10.1787/b6bccb81-en.

Onyango, E., Crush, J. and Owuor, S. (2021). *Urban food security and household shocks in Nairobi, Kenya.* HCP Discussion Paper No. 47, Waterloo and Cape Town: Hungry Cities Partnership.

Owuor, S. (2018). *The state of household food security in Nairobi, Kenya.* Hungry Cities Report 11, Cape Town: Hungry Cities Partnership.

PMBEJD, (2020). *Food prices and public health messages in a time of Covid-19.* Johannesburg: PMBEJD.

Presidency of Kenya, (2021). *Big Four Agenda.* Accessed December 13, 2021. https://big4.delivery.go.ke/.

Republic of South Africa, (1996). *Constitution of the Republic of South Africa.* Pretoria.

Republic of South Africa, (2014). *National School Nutrition Programme (NSNP) 2013/14 Annual Report.* Annual Report, Pretoria: Department of Basic Education.

Rudolph, M., Kroll, F., Muchesa, E., Paiker, M. & Fatti, P. (2021). Food security in urban cities: a case study conducted in Johannesburg, South Africa. *Journal of Food Security* 9 (2) 46-55.

Seed Savers Kenya, (2018). *Renewed hope in farmers managed seed system in Kenya.* December 10. Accessed February 28, 2022. https://seedsaverskenya.org/managed-seed-system-kenya/.

Shisana, O., Labadarios, D., Rehle, T., Simbayi, L.., Zuma, K., Dhansay, A.., Reddy, P. et al., (2013). *South African National Health and Nutrition Examination Survey (SANHANES-1).* Cape Town: HSRC Press.

South African Government, (2020). *Social grants - Coronavirus COVID-19.* Accessed December 13, 2021. https://www.gov.za/covid-19/individuals-and-households/social-grants-coronavirus-covid-19.

STATS SA, (2019). *Towards measuring the extent of food security in South Africa: An examination of hunger and food adequacy.* Statistics, Pretoria: Statistics South Africa.

Sverdlik, A. (2021). *Nairobi: City Scoping Study.* London: African Cities Research Consortium.

The World Bank, (2022). *World Bank Open Data.* Accessed February 20, 2022. data.worldbank.org.

UN Food Systems Summit 2021. (2021). *Food Systems – definition, concept and application for the UN Food Systems Summit.* UN Food Systems Summit. https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/food_systems_concept_paper_scientific_group_-_draft_oct_26.pdf.

Wagner, J., Hinton, L., McCordic, C., Owuor, S., Capron, G. and Gonzalez Arellano. S. (2019). Do urban food deserts exist in the global south? An analysis of Nairobi and Mexico City. *Sustainability* 11 (1963) 1-15. doi:10.3390/su11071963.

Warah, R. (2021). *Corruption is undermining Kenya's COVID-19 response.* September 29. Accessed March 23, 2022. one.org/africa/blog/corruption-undermining-kenya-covid19-response/.

Weatherspoon, D., & Reardon, T. (2003). The rise of supermarkets in Africa: Implications for agrifood systems and the rural poor. *Development Policy Review,* 21 (3) 333-355.

Wegerif, M. (2020). "Informal" food traders and food security: experiences from the Covid-19 response in South Africa. *Food Security* (12) 797-800.

World Food Programme, (2018). *School meals programme in Kenya.* Nairobi: World Food Programme Kenya.

L'ACCES A L'ALIMENTATION, DANS LES VILLES AFRICAINES, EST-IL JUSTE?

© Bureau de la Friedrich-Ebert-Stiftung Kenya, 2022